

En Espagne, le plan Ibarretxe pour le Pays basque est rejeté par les deux grands partis

Le Parti populaire dépeint le « mensonge colossal » du projet qui propose une « libre association » avec Madrid. Le Parti socialiste ouvrier appelle aussi au retrait du texte

MADRID

de notre correspondante

Le plan que le président du gouvernement basque, le lehendakari Juan José Ibarretxe, membre du Parti nationaliste basque (PNV), a déposé au Parlement basque, samedi 25 octobre, s'ouvre sur un préambule qui énonce : « *Le peuple basque est un peuple qui a une identité propre au sein des peuples européens, dépositaire d'un patrimoine social et culturel singulier et qui se situe géographiquement dans sept territoires, articulés actuellement en trois cadres juridico-politiques différents, dans deux Etats différents.* »

Les sept territoires sont les trois provinces du Pays basque (Alava, Biscaye et Guipuzcoya, autour de la ville de Saint-Sébastien), la Navarre, et les trois provinces d'Iparralde, le Pays basque français (la Soule, le Labour et la Navarre

française.) De cette singularité du peuple basque découlerait son « droit à l'autodétermination ». Le texte propose que l'Euskadi, le Pays basque actuel, dispose d'un nouveau statut « de libre association avec l'Etat espagnol », qu'il puisse avoir une « voix propre » en Europe, que des « liens politiques » soient noués avec la Navarre ainsi que des accords de « coopération transfrontalière » avec le Pays basque français, que soit reconnue une « nationalité basque » ou encore que les autorités basques puissent convoquer des référendums.

L'Espagne est un pays fortement décentralisé, divisé en 17 communautés autonomes dont les statuts ne sont pas équivalents. Si le Pays basque, depuis le statut de Guernica, approuvé par référendum en 1979, dispose déjà, en fonction de ses « droits historiques », d'une

autonomie importante, en particulier en matière fiscale, le projet en étend encore les compétences, en matière judiciaire, économique ou de sécurité sociale. L'Etat espagnol garderait sa compétence en matière de monnaie, de forces armées et de relations internationales.

« 24 ANS DE RETARD »

Les enquêtes et les consultations électorales montrent que les partis nationalistes dans leur ensemble disposent au Pays basque d'une courte majorité. Près de la moitié de la société basque vote pour les partis non nationalistes : le Parti populaire (PP) de M. Aznar ou le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE). Ces deux grands partis ont manifesté un rejet sans équivoque du plan Ibarretxe depuis un an. Le plan définitif n'a fait que les conforter dans leur refus.

Mariano Rajoy, le successeur

désigné par José María Aznar pour porter la candidature du PP aux élections législatives de mars 2004, a choisi la ville symbolique de Guernica pour promettre qu'il combattrait le plan Ibarretxe avec la même force et les mêmes armes politiques que celles utilisées dans la lutte contre l'ETA. Pour lui, le projet est « un mensonge colossal » qui, loin d'améliorer la coexistence de tous les Basques, « exclut la moitié de la population ». Il s'est engagé à utiliser tous les moyens « juridiques et politiques » pour éviter « la fracture ».

Dans un style différent, le secrétaire général du PSOE, José Luis Rodríguez Zapatero, a appelé à « la sérénité », a valorisé « la pluralité » de la société basque et a demandé à M. Ibarretxe de retirer son plan, « ce qui serait le mieux pour l'Euskadi ». Le 20 octobre, l'Alava, l'une des trois provinces de l'Euskadi, a menacé de faire sécession si le plan Ibarretxe se matérialisait.

En revanche, le troisième parti national, la Gauche unie (IU), proche des communistes, refuse de « criminaliser » le plan Ibarretxe et va proposer son propre projet fédéraliste. Quant à Arnaldo Otegi, le dirigeant des nationalistes radicaux – les Socialistes patriotes (SA), le parti qui remplace Batasuna, mis hors la loi en mars pour ses liens avec l'ETA –, il s'est félicité qu'on lui « donne raison avec vingt-quatre ans de retard », tout en disant que le plan « ne satisfait pas » les intérêts du peuple basque. Il demande au PNV de ne pas « pactiser » avec l'Etat espagnol et a appelé à « la sédition, la désobéissance, la rupture de l'ordre constitutionnel ».

Le parti de M. Aznar triomphe lors d'élections à Madrid

MADRID

de notre correspondante

C'est le nouveau maire de la capitale espagnole, élu lors des élections régionales et municipales du 25 mai, Alberto Ruiz Gallardon, qui a annoncé les résultats des élections du 26 octobre dans la Communauté autonome de Madrid, dont il assumait jusque-là les fonctions de président. Le Parti populaire (PP) a obtenu la majorité absolue avec 57 sièges, pour 45 au Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et 9 à la Gauche unie, proche des communistes. La participation a été de 63,97 %, soit sept points de moins qu'en mai, mais plus importante que prévu. On craignait que les électeurs restent chez eux, dégoûtés par le mauvais temps et la crise institutionnelle qui avait suivi les élections de mai.

En effet, le 25 mai, les électeurs avaient donné la majorité à une coalition de gauche, mais la défection de deux députés socialistes avait provoqué un scandale politique et obligé à recommencer le scrutin.

Le PSOE, comme l'avaient laissé prévoir les son-

dages, est le grand perdant avec deux sièges de moins au profit du PP. Ce sera donc la candidate du PP, Esperanza Aguirre, qui présidera la Communauté de Madrid, la première femme à être investie à cette fonction. Après des études de droit, elle est entrée en politique il y a vingt ans, a été ministre de l'éducation et de la culture de 1996 à 1999, et a présidé le Sénat entre 1999 et 2002.

Elle a fêté sa victoire depuis le siège madrilène du PP, entourée de tous les membres du gouvernement mais en l'absence de José María Aznar, qui a sans doute voulu ainsi démontrer qu'il laissait la place au successeur qu'il a désigné à la tête de son parti, le futur candidat aux élections législatives de mars 2004, Mariano Rajoy.

Si pour beaucoup de commentateurs une des raisons de la victoire d'Esperanza Aguirre est l'excellent bilan que lui a laissé son prédécesseur, Alberto Ruiz Gallardon, ce succès est aussi le premier de M. Rajoy.

M. Si.

Martine Silber